

Enseigner est un métier qui s'apprend

« Enseigner est un métier qui s'apprend. » Une phrase chère au SNUipp-FSU qui a tout d'une évidence et pourtant, force est de constater qu'il faut sans cesse le répéter voire le marteler. Ce métier s'apprend avant d'entrer en classe. La responsabilité de classe doit se faire progressivement et sereinement. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Les collègues entrant-es dans le métier doivent faire face à tout et en même temps. La validation des UE, la rédaction de mémoire et d'écrits réflexifs, la préparation au concours, la préparation de la classe et la conduite de la classe: avec son lot de découvertes: les élèves et leurs difficultés, les parents d'élèves et leurs attentes, le travail en équipe et ses exigences... Une telle pression est très certainement à mettre en lien avec la hausse constatée de démissions chez nos plus jeunes collègues !

La réforme de la formation initiale voulue par le ministre précédent casse tous les repères, tout en gardant la même philosophie : les stagiaires et maintenant les étudiant-es, sont utilisé-es comme moyen d'enseignement et non plus comme moyen de remplacement.

Les représentations liées à l'enseignement, fortement véhiculées par certains médias, aidés à cela par certaines dérives langagières de nos dirigeant-es, laissent à penser que seuls de solides savoirs théoriques suffiraient à accompagner les élèves sur le chemin des apprentissages. L'expérience job dating en est une flagrante et bien triste démonstration pour notre profession ! Le dispositif Parcours Préparatoire au Professorat des Écoles participe également à cette représentation. Ces parcours, dont la moitié sont dispensés par des professeurs du second degré en lycée, sont essentiellement centrés sur le français et les maths, niant au passage la polyvalence du métier.

Alors que le métier est reconnu plus complexe et plus difficile, alors que le niveau de recrutement s'est élevé à Bac+5, le temps consacré à la formation professionnelle est fortement diminué. L'année prochaine, certains collègues débutant-es n'auront même plus la possibilité d'interroger leur pratique, de prendre le recul nécessaire de confronter en collectif leurs expériences de classe ! Non, à la rentrée prochaine, ce sera 100% en classe pour la moitié de nos lauréates ardéchoises. L'autre moitié aura un temps de service de 50%. La nouveauté, difficile à appréhender pour la plupart de nos collègues, est de voir une multitude de profils d'étudiant-es, non encore titulaires du concours, donc pas encore en formation professionnelle, et pourtant déjà en responsabilité de classe. 15 étudiant-es seront en alternance avec 33% de service en classe, tandis que les 6 M1 AED assumeront également des décharges de direction pour la plupart avec 33% de service. D'autres M2 seront en SOPA et les nouveaux contrats d'AED L2 ou L3 seront probablement signés... C'est une véritable cacophonie. Une organisation kafkaïenne pour les services : il faut trouver des supports adéquats, une organisation kafkaïenne pour les universités: il faut pouvoir combiner les emplois du temps et les demandes académiques et une organisation

kafkaïenne pour les collègues qui ne comprennent plus avec qui ils et elles sont amené-es à partager leur classe et ce que l'on attend d'eux. Certain-es directeurs et directrices ne connaissent toujours pas leur jour de décharge pour la rentrée prochaine ! Les repères sont totalement brouillés, les parcours sont individualisés à outrance, la profession, dans sa grande majorité, ne sait plus comment les futur-es enseignant-es sont formé-es. L'enquête "Ecole et métier" Harris pour le SNUipp-FSU révèle que 88% des PE interrogés ne sont pas satisfait-es de la formation et de l'accompagnement actuel. Pour le SNUipp-FSU, la formation initiale doit être revue totalement et permettre de renouer avec l'attractivité du métier. Pour ce faire, il propose:

- des pré-recrutements dès la première année de licence avec une rémunération permettant ainsi de se consacrer entièrement aux études,
- des modules de pré-professionnalisation et de préparation aux concours afin de sécuriser les parcours,
- le concours sous condition de licence en fin de L3,
- des stages en classe sur tous les cycles, ne dépassant pas le 1/3 temps, allant de l'observation à la responsabilité,
- une entrée dans le métier progressive jusqu'à l'année de T2, avec une première année à mi-temps,
- une véritable formation professionnelle de 2 ans rémunérée sous statut de fonctionnaire stagiaire, validée par un master,
- enfin une solide formation et une place plus affirmée des formatrices et formateurs, et CPC notamment au sein des INSPE.

Parce qu'enseigner est un métier qui s'apprend et que cela demande du temps. Enseigner est un métier qui s'apprend tout au long de la carrière. Les gestes professionnels, le savoir-être enseignant, les connaissances pédagogiques et les savoirs didactiques doivent être sans cesse alimentés par une formation continue de qualité, dense, variée et librement choisie. Ce n'est pas le cas aujourd'hui !

Les plans de formation sont absorbés par les formations statutaires et les commandes ministérielles. La profession étouffe de se voir imposer une formation venue d'en haut, déconnectée de ses réels besoins pourtant grands et régulièrement exprimés. Le SNUipp-FSU Ardèche salue et acte positivement la démarche amorcée en groupe de travail départemental sur le rétablissement de l'enquête formation continue et espère que la profession sera entendue. Nous restons persuadés, comme l'ont montré les conclusions de la conférence de comparaisons internationales sur la formation continue menée par le CNESCO en novembre 2020, que la formation proposée doit s'ancrer sur les besoins des professionnels et être reconnue utile par ces derniers. On constate malheureusement une démobilité de la profession. Elle se détourne du PDF, notamment parce qu'en réalité elle n'a que peu de choix : les stages offerts sont quasi-exclusivement à public désigné ! Seuls les plans maths, français et sciences peut-être à la rentrée prochaine, concernent l'ensemble de la profession. Mais ces plans, organisés en constellations imposées, se font dans un contexte de mise en œuvre complexe. Ils sont lourds à organiser pour les formateurs et formatrices et accroissent le sentiment d'isolement pour les formé-es comme pour les formateurs et formatrices. Pourtant, l'intention de co-construction, la philosophie de formation plus verticale, la mise en place de visites croisées étaient des axes soulignés positivement. Mais ces intentions n'ont pas résisté à l'épreuve du terrain et du manque de moyens. Les visites

croisées sont passées de 2 jours à 1/2 journée , et bien que fortement réduites, elles restent les premières sacrifiées en temps de crise sanitaire.

Parce que la formation continue dans son ensemble est tributaire du nombre de TR et que ce nombre est trop réduit, elle se retrouve amoindrie et cela s'empire d'année en année. Les actions statutaires n'ont pas toutes pu se tenir eu égard à la crise sanitaire et se reportent sur les PDF suivants, qui voient leur offre mécaniquement réduite. Pour le SNUipp-FSU, il est urgent d'investir dans la formation continue : pour progresser dans la pratique et renouer avec le sentiment d'un travail bien fait, les enseignant·es ont besoin d'une formation continue de qualité, en lien avec les travaux de l'ensemble de la recherche. Cela passe par une formation sur tous les domaines, sans exclusive, des plans de formation conçus sur la base des remontées de besoins, une formation librement choisie et la création de postes de remplaçants et de formateurs aux missions recentrées sur la formation. C'est un levier indispensable à la prise en compte de la diversité des élèves et à la réduction des inégalités. Dans cette quête, la profession sait pouvoir compter en permanence sur l'engagement sans faille du SNUipp-FSU.

